

## **Bref aperçu de l'histoire du courant "pabliste" ses suites et ses périphéries en France 1965-1996**

L'origine du courant dit "pabliste" est connue. Il s'agit des militants regroupés autour de Michel Raptis dit "Pablo" dans la IVème Internationale qui ont défendu dans cette organisation des thèses s'opposant sur plusieurs points à celle de la direction (place centrale de la révolution coloniale et en particulier de la révolution algérienne dans laquelle étaient impliqués de nombreux militants de cette mouvance, conflit sino-russe, place de l'entrisme etc...). Constitués en tant que courant interne distinct à partir du début des années soixante, les "pablistes" vont utiliser le bulletin "Sous le drapeau du Socialisme" (SDS), organe de la commission africaine de l'Internationale pour exposer leurs thèses.

La rupture avec la direction de l'Internationale est consommée en 1965 puisque les pablistes ne reconnaissent aucune légitimité politique aux décisions du Congrès Mondial qui se tient à ce moment et ne sont d'ailleurs pas admis à y participer.

Le nombre de cadres qu'entraîne cette scission est assez significatif, mais le nombre de militants est restreint, y compris par rapport aux forces limitées de la IVème Internationale à cette période. Le nom choisi par le nouveau regroupement est celui de TMR-IV (tendance marxiste révolutionnaire de la IVème internationale) ce qui montre clairement que, si les ponts organisationnels sont coupés, la nouvelle structure continue à se réclamer de l'héritage trotskiste et d'une certaine "orthodoxie".

En France, ce sont tout au plus quelques dizaines de militants qu'emporte la scission, dont les plus connus sont Michel Fiant et Gilbert Marquis. Y compris dans la jeunesse estudiantine où la IVème internationale via sa section française opère un travail "entrisme" dans l'UEC (Union des Etudiants Communistes) avec un certain succès, les forces disponibles de la TMR-IV sont symboliques.

Le groupe français sera d'ailleurs désigné par le nom de l'organisation internationale jusqu'en 1969, date de création de la première AMR (Alliance Marxiste révolutionnaire) ce qui montre bien sa petitesse (1).

En effet, les événements de 1968 et la radicalisation de nombreux étudiants et lycéens apportent quelques nouvelles forces à la maigre cohorte pabliste. Parmi ceux-ci, on peut noter le nom de Maurice Najman, animateur des Comités d'Action Lycéens au moment de mai 1968.

L'AMR qui se crée en 1969 correspond donc à la physionomie générale des groupes d'extrême gauche de cette époque quant à sa composition sociale. Elle marque toutefois une première étape pour le courant pabliste français, puisqu'elle se dote d'un journal régulier "L'Internationale" et qu'elle s'implante dans quelques villes de province, comme Lyon.

La croissance des effectifs est certaine, mais ne permettra jamais à cette AMR de dépasser un nombre global de militants compris entre 200 et 300 personnes (2).

L'AMR prône de manière constante un front des organisations révolutionnaires, ce qui en fait sans conteste la plus unitaire des formations tangibles d'extrême gauche de cette période. Elle porte une attention particulière aux mouvements issus de la jeunesse, à la radicalisation du féminisme mais cette attention soutenue ne fera pas l'objet d'une véritable théorisation avant quelques années. Sa faiblesse organisationnelle rend toutefois limitées les véritables avancées politiques dans ces domaines, qu'il s'agisse de politique unitaire ou de participation visible aux mobilisations sociales. Elle met toutefois une sourdine au cours de ces années à l'angle d'attaque "entrisme" traditionnellement porté par le courant pabliste en matière de politique organisationnelle (3).

Parallèlement, la TMR-IV se transforme en TMRI (tendance marxiste révolutionnaire internationale) en 1972 ce qui montre la volonté de ce courant de ne plus se revendiquer de l'héritage trotskiste. Par ailleurs, la TMRI met en exergue de manière stratégique la question de l'autogestion, vue à la fois comme perspective de société socialiste rompant radicalement avec les expériences "réellement existantes", comme mode d'action favorisant les formes d'auto organisation contre les dérives bureaucratiques, et comme porteur d'un nouveau clivage dans le mouvement ouvrier s'ajoutant sans se substituer au traditionnel clivage entre réformistes et révolutionnaires. Les militants français de l'AMR participent pleinement à cette redéfinition théorique. Ils tentent de mettre en pratique cette orientation lorsqu'est proposée en 1974 la candidature unitaire de Charles Piaget aux élections présidentielles. Celui-ci est un dirigeant syndical CFDT de l'entreprise LIP qui connaît depuis 1973 un long conflit de type autogestionnaire dans la mesure où les ouvriers n'ont pas seulement cessé la production, mais occupé les lieux pour redémarrer celle-ci sur de nouveaux critères, intégrant des procédures de direction collective et d'écoulement de la production en direction des consommateurs (le slogan le plus couru de ce conflit étant "on fabrique, on vend, on se paie"). Charles Piaget est également membre du PSU (Parti Socialiste Unifié) formation politique qui existe depuis 1960 et qui a depuis mai 1968 la particularité d'être à mi chemin entre l'extrême gauche et la gauche institutionnelle.

La tentative de présenter Charles Piaget avorte pour de multiples raisons. Tout d'abord, sa formation politique, le PSU, fait le choix après un dur débat de faire campagne dès le premier tour de l'élection pour François

Mitterrand, soutenu par le PS et le PCF. Le candidat potentiel n'est guère tenté dès lors par une rupture de discipline par rapport à son parti. De plus, deux formations politiques d'extrême gauche annoncent leur candidature sous leur propre drapeau(4).

L'AMR apparaît donc marginalisée. Toutefois, les choix du PSU ne sont pas sans incidence puisqu'une partie de cette formation, derrière Michel Rocard et Robert Chapuis, en cohérence avec l'appel à voter Mitterrand dès le premier tour, va adhérer collectivement au Parti Socialiste.

Une majorité du PSU ne suit pas cette orientation. Mais cette mise en minorité des rocardiens n'est possible qu'avec l'appui de la gauche du PSU, qui s'est prononcée contre le soutien d'emblée à Mitterrand et pour la candidature de Piaget. Cette nouvelle direction du PSU entame même un processus de discussion avec la LCR, qui n'ira pas bien loin. Les membres de l'AMR choisissent de s'insérer dans cette nouvelle donne politique en adhérant collectivement au PSU, ce qui sera affectif en 1975. Le poids des pablistes est quantitativement réduit (le PSU compte un peu moins de 10.000 adhérents à ce moment). Mais leur tradition militante leur donne d'emblée un poids politique sans commune mesure avec leurs effectifs. Ils parviennent également à faire le pont avec la gauche traditionnelle du PSU et à influencer celle-ci comme en Gironde ou en Loire Atlantique. Ils retrouvent également de vieux compagnons de route issus du trotskisme comme Yvan Craipeau.

Mais l'évolution du PSU n'est pas stoppée par le départ des rocardiens. La perspective des élections municipales de 1977 en particulier avive les tensions internes. En effet, le PSU compte de nombreux élus municipaux, élus sur des listes d'union de la gauche PS-PC, et qui entendent renouveler leur mandat sur de telles configurations. De plus, alors que la gauche semble pouvoir accéder au pouvoir sous couvert du "programme commun de gouvernement", le PSU, qui n'est pas signataire de ce document, n'a toutefois pas levé toute ambiguïté sur la participation ou le soutien à un tel gouvernement de gauche. Le congrès de 1977 du PSU voit donc s'affronter (5) une majorité dite courant A menée par le secrétaire national du Parti Michel Mousel prônant une reconduction des listes municipales de gauche et une attitude ouverte par rapport aux perspectives gouvernementales, et une minorité dite courant B animée en particulier par les militants issus de l'AMR qui prône l'autonomie du parti et le front des révolutionnaires "ouverts" (ce qui vise essentiellement la LCR voire l'OCT (Organisation Communiste des Travailleurs, issue en 1976 de la fusion du groupe Révolution et de la Gauche Ouvrière et Paysanne). Le courant B dépassera certes très largement l'influence de l'ex AMR mais sera très minoritaire. Dans cette situation, les militants pablistes se lient à un groupe de militants de la LCR, connu sous le nom de "groupe carrefour" (du nom de leur contribution interne: "La civilisation au carrefour, la Ligue au feu rouge") et qui se rapproche des positions pablistes en matière de prise en compte des nouvelles sensibilités militantes (féminisme, jeunesse, écologie). Dans ce groupe, figurent de futurs animateurs du courant pabliste en France, comme François Morvan ou Robi Morder.

La volonté manifeste de sortie du PSU exprimée par les tenants français de la TMRI se concrétise lors des journées des 7 et 8 mai 1977. Il s'y tient une rencontre d'une partie du courant B du PSU (sans certaines figures historiques de celui-ci comme Yvan Craipeau), de groupes militants issus de la LCR et d'inorganisés aux conceptions parfois spontanéistes. Cette réunion accouche difficilement de la perspective de création d'une OCA (Organisation Communiste pour l'Autogestion), mais les conceptions de l'organisation diffèrent entre les pablistes et les inorganisés. Le résultat tangible de cette convergence aura lieu début décembre 1977 alors que les éléments spontanéistes sont partis ne voulant pas se fondre dans un cadre délimité de manière rigide et que l'apport des éléments issus du PSU est certes significatif mais loin de correspondre à l'ensemble du courant B de ce Parti. On assiste en conséquence à la seule fusion des pablistes et de leurs compagnons de route dans le PSU avec un groupe réduit de militants issus de la LCR et la nouvelle organisation prend la dénomination de CCA (Comités Communistes pour l'Autogestion) qui regroupe entre 200 et 300 militants.

Cette formation se stabilise sur un plan organisationnel, elle devient officiellement rapidement section française de la TMRI et se dote d'un journal "Commune". Mais elle est rapidement touchée comme l'ensemble de l'extrême gauche par le reflux de conjoncture qui touche à la fois les générations militantes issues de 1968, l'ampleur des mouvements sociaux (après un pic en 1976, le nombre de grèves diminue sensiblement), et la rupture du programme commun qui intervient à l'automne 1977 amplifie le phénomène. Dans ce contexte, les CCA participent certes à l'alliance électorale PLS LPT (Pour le Socialisme, le Pouvoir aux travailleurs) initiée avec la LCR et l'OCT pour les élections législatives de mars 1978. Mais le score électoral est modeste, la concurrence avec Lutte Ouvrière aidant, et de surcroît les CCA sont sans nul doute la composante la plus modeste de cette alliance.

Les CCA sont donc placés dans une situation d'autant plus défensive, qu'elle est marquée par l'approfondissement de divergences au départ assez théoriques entre la direction de la TMRI assurée en particulier par Michel Pablo, et la majorité de la section française. Ces divergences concernent l'"appréciation générale de la période" et peuvent être résumées en indiquant que la TMRI met l'accent sur les phénomènes de recul du mouvement ouvrier en exprimant à nouveau de l'intérêt pour une politique "entriste" en particulier vis à vis des formations communistes, alors que la direction des CCA met d'avantage l'accent sur les facteurs

d'approfondissement de la crise de l'extrême gauche, la montée des sensibilités écologiques, et les courants critiques dans les organisations de masse ou centristes.

Le second congrès des CCA en 1979 sera marqué par une lutte de courants somme toute assez classique dans ce genre de formation entre la tendance A (TMRI, 40%) et la tendance B (direction des CCA, 60%) sans que ces divergences ne puissent être tranchées à l'aune de la pratique, vu la faible superficie sociale de l'organisation et l'atonie générale des mouvements sociaux. Le lancement fin 1979 de l'appel "Pour l'Union dans les Luttes" (UDL) va accroître les divergences. Cet appel de 100 militants de gauche se prononce pour l'unité des organisations PS et PCF en vue de la présidentielle de 1981 tout en mettant l'accent sur les mobilisations nécessaires pour porter ce désir d'unité. Il est lancé par des militants critiques des partis de gauche, en particulier issus du PCF. Si l'ensemble des CCA s'accorde pour signer cet appel, et participer à la collecte des signatures et à la constitution de collectifs de signataires, il n'en est pas de même pour les leçons pratiques à tirer de ce mouvement. Le courant A (pabliste historique) y voit la confirmation de son orientation privilégiant les oppositionnels se détachant de l'orbite du PCF, le courant B insistant davantage sur les perspectives générales de recomposition que traduit l'épisode UDL. Il en résultera, malgré un engagement consistant des CCA dans ce processus, une inaptitude de ce courant (toutes sous-sensibilités confondues) à devenir réellement crédible par rapport aux militants critiques du PCF, du PS voire du PSU impliqués dans UDL.

Malgré sa participation aux collectifs UDL, le courant pabliste est donc à la fois marginalisé et divisé au cours de ce début de l'année 1981. La perspective du 3<sup>ème</sup> Congrès des CCA voit alors s'affronter, dans une organisation de moins de 200 militants, trois orientations.

La première est celle de la tendance 1 ou tendance TAI (Tendance Autogestion et Internationalisme) qui est en fait la nouvelle dénomination de la tendance soutenue par la direction de la TMRI. On y retrouve Gilbert Marquis, Maurice Najman ou Henri Benoits. Ce groupe d'une cinquantaine de militants ne se borne pas à défendre son orientation traditionnelle d'entrisme, il tente sous le houlette de Maurice Najman en particulier de dégager des perspectives dépassant les cadres convenus de l'extrême gauche. Dans cette quête effrénée on verra ainsi certains membres de ce groupe tenter de participer aux candidatures avortées de Coluche ou de Roger Garaudy.

Etant une nouvelle fois minoritaire dans les CCA, cette tendance fait scission de fait dès mai 1981. Elle publie le mensuel "Pour l'Autogestion" et se constitue formellement en nouvelle AMR fin juin 1981. Ses affectifs avoisinent la cinquantaine de personnes.

La seconde tendance 2 est la plus hostile à l'orientation de la TMRI. Elle a en commun avec la tendance 3 de prôner le soutien à la candidature présidentielle d'Alain Krivine de la LCR (Krivine n'obtiendra finalement pas le nombre de signatures d'élus nécessaire pour se présenter). La tendance 2 considère cependant que la période justifie de tenter une nouvelle fois de construire les CCA comme véritable organisation militante. Elle est surtout présente dans les secteurs jeunes des CCA et regroupe une petite cinquantaine de militants. Parmi ceux-ci, François Morvan, Gilles Casanova et Didier Leschi. Elle va surtout faire en sorte que les CCA sortent de leur marginalité en présentant plus de 80 candidat(e)s aux élections législatives qui suivent l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir. Cet objectif sera atteint (même si dans les faits le nombre de candidats "réels" sera proche de la quinzaine), permettant aux CCA d'être présents dans la campagne télévisée mais sans écho compte tenu de l'impact du vote "utile" en vue de conforter la majorité présidentielle.

Enfin, la tendance 3 regroupe autour de Michel Fiant les tenants de l'orientation traditionnelle des CCA. Une fois le départ de la nouvelle AMR effectif, le débat va se radicaliser entre les deux tendances en lice, dans un contexte où le nombre de militants n'excède pas 120 à 130 personnes.

En bref, la tendance 2 considère que les CCA doivent cesser d'être un groupe d'idées pour (re)devenir une organisation militante, s'appuyant en particulier sur les secteurs jeunes. La tendance 3 considère pour sa part que le reflux des perspectives, y compris de recomposition de groupes militants restreints, justifie une attitude privilégiant l'élaboration et la recherche d'"alternatives". C'est ainsi que les différents groupes issus de la crise finale de l'OCT choisissent d'adhérer collectivement à la LCR (1979) alors qu'une partie d'entre eux avaient exprimé leur proximité politique avec les CCA (sur la question de l'autogestion en particulier) mais ont été sans doute rebutés par la marginalité de ceux-ci et leur éternelle propension à l'éclatement.

L'année 1982 voit l'affrontement entre les deux tendances des CCA confiner progressivement au paroxysme. In fine, une trentaine de militants de la tendance 2 choisira, après un rocambolesque épisode de cambriolage du local, de rejoindre la LCR où leur adhésion collective ne sera effective qu'en juin 1983.

Les deux groupes issus de la décomposition du pablisme français se retrouvent en 1983 à regrouper guère plus d'une centaine de personnes. Dans le contexte de démoralisation et d'atonie sociale qui caractérise les premières années du septennat Mitterrand, le recul touche toutes les organisations d'extrême gauche, mais de manière plus aigüe celles qui ne sont pas assises sur un appareil tangible (comme les trois grosses organisations trotskistes que sont la LCR, LO et l'OCI) ou celles qui vivent sur des références caduques comme les formations issues du maoïsme.

Dans ce genre de situation, les courants les plus aptes à tenter de dépasser l'éparpillement et la recherche de nouvelles références vont entamer à compter de 1982 de trouver les formes et contenus d'une nouvelle convergence. Le travail effectué, parfois en commun, au sein d'UDL, va servir de catalyseur à ces approches unitaires. Les courants concernés par ces contacts sont:

-les deux branches issues du pablisme, à savoir donc les CCA et l'AMR.

-un courant issu du PCF et en particulier de militants de ce parti impliqués dans UDL, la Convention Communiste et dont les principaux porte paroles sont l'historien Guy Bois et Jean Brugié. Toutefois, ce groupe est lui même hétérogène et a par ailleurs été rejoint par quelques militants d'extrême gauche "en déshérence" issus par exemple de l'implosion finale de l'OCT.

-un groupe issu d'une organisation maoïste, le PCRml. Cette organisation, autrefois l'une des deux plus conséquentes de ce courant, décide en 1983 de suspendre son fonctionnement en tant que tel.

-divers militants ou groupes issus de l'OCT parmi lesquels un groupe local très significatif sur Caen et sa région.

-un réseau de membres du PSU regroupés depuis 1982 autour du bulletin "Gauche Autogestionnaire". Dans ce parti en effet, le débat rebondit autour de l'attitude du PSU par rapport à la majorité présidentielle selon des formes qui rappellent le débat de 1977. Mais le PSU est alors très affaibli en termes militants et a subi de surcroît l'échec de sa candidate Huguette Bouchardeau aux présidentielles de 1981 (1,1%). Une partie de sa direction autour de Bouchardeau, Serge Depaquit ou Jacques Salvator tentent d'arrimer le PSU dans l'orbite majoritaire. Plusieurs courants représentant environ 40% des votes dénoncent cette satellisation, et prônent de manière plus ou moins affirmée pour un rapprochement avec ces différents collectifs, voire avec la LCR.

Après de multiples contacts informels, un stage de quelques jours regroupe dans la région lyonnaise en août 1983 l'ensemble de ces sensibilités (plus quelques membres de la tendance 3 de la LCR venus observer). Il y est lancé un processus "pour une gauche alternative" qui débouchera après quelques difficultés de stabilisation du processus vers la constitution de la FGA (Fédération pour une Gauche Alternative) en 1984.

Les débuts de la nouvelle organisation sont difficiles. En effet, plusieurs des courants constitutifs sont exsangues et ne participent que par individus interposés au processus. De plus, le débat dans le PSU après l'entrée de sa secrétaire nationale au gouvernement (1983) prend un tour délicat. Les partisans de la sortie du gouvernement sont majoritaires, mais n'obtiennent pas le départ souhaité. Par contre, les animateurs de Gauche Autogestionnaire se divisent entre ceux qui prônent une sortie immédiate du PSU au profit de la FGA, et ceux qui souhaitent continuer à travailler en interne. L'apport des courants pablistes n'étant que limité sur le plan quantitatif, la nouvelle organisation va certes apparaître comme une force nodale dans le cadre des reclassements à gauche, mais sans le poids propre lui permettant d'y jouer un rôle moteur. L'existence de la FGA, à l'animation de laquelle on retrouve Jean Pierre Lemaire (ex-PSU), Jacques Archimbaud (ex-PCR) et Patrick Petitjean (ex-OCT) entre autres, va toutefois permettre de déboucher sur un premier travail avec des militants provenant de l'écologie (les Verts ont été constitués en 1984).

Parmi la nébuleuse "alternative" française en effet, l'attrait est grand pour les expériences de listes alternatives initiées outre Rhin ainsi que pour la création du parti Die Grunen, qui entre au Bundestag en 1983. Les premières rencontres ont ainsi lieu dès 1985 avec les journées dites "rencontres des pratiques Alternatives" où les militants de la FGA jouent un grand rôle.

A ce moment, l'apport des groupes issus du pablisme n'est guère significatif, sauf localement, dans la FGA. De plus, ces groupes ont continué de décliner, soit au profit d'un investissement direct dans la FGA comme les groupes nantais (1984) puis lyonnais (1985) des CCA, soit au profit d'un nouveau repli militant. L'activité des CCA et de l'AMR tournent dès lors essentiellement dans leur publication, et secondairement en tissant des liens avec plusieurs groupes militants de la tendance 3 de la LCR (mais dont certains sont d'ores et déjà liés à la TMRI).

Le profil de la FGA va cependant graduellement évoluer. Dès lors que les Verts semblent capter, fut-ce difficilement en France, une part importante de l'arborescence alternative, et que les résultats militants et électoraux sont modestes (par exemple aux législatives et régionales de 1986), des militants issus en particulier des traditions maoïstes (PCR et OCT en particulier) vont s'éloigner alors que plusieurs vagues (réduites) de militants issus de la tendance 3 de la LCR (autour de Frédéric Brun en 1986 puis de Patrick Franjou en 1987) vont rejoindre la FGA. Parallèlement, un petit courant ultra gauche et para syndicaliste issu du PSU autour de René Schulbaum et Jean Fortchantré prend ses distances à compter de 1986. Il gardera la dénomination "Gauche Autogestionnaire" puis s'agglomérera au réseau alsacien "A contre courant" autour d'Alain Bihl.

Le centre de gravité de la FGA se retrouve dès lors constitué par les organisations issues du pablisme (dans la mesure de surcroît où l'on peut considérer les courants venant de la LCR comme pablistes "de fait"). Les CCA et l'AMR vont d'ailleurs cesser de publier leurs périodiques en 1986 et participer au lancement d'une publication de la FGA "Nouvelles pratiques pour une gauche alternative". Les CCA cesseront de fait leurs activités en 1987, quant à l'AMR elle ne subsiste qu'en tant qu'expression française de la TMRI.

L'activité de la FGA, principalement exercée dans une optique de "recomposition" avec la gauche des Verts (dans le cadre par exemple de l'appel pour un Arc en Ciel lancé en 1987), dans différents collectifs locaux indépendants des organisations à vocation nationale, ou bien encore avec les restes du PSU (celui-ci a subi de nouveaux départs des tenants d'une collaboration avec la gauche institutionnelle entre 1984 et 1987), voire le PAC (issu de la dernière organisation maoïste française, le PCML), va cependant être bousculée par l'apparition, à compter de 1984 puis de manière interne/externe, à compter de 1987 du courant dit des "rénovateurs communistes".

L'affaiblissement constant du Parti Communiste conduit en effet au dégagement d'un courant critique dans ce parti, dans un premier lieu circonscrit au sein de l'appareil, mais qui irrigue de nombreuses fédérations. De la critique du fonctionnement du PCF, cette nébuleuse en vient assez rapidement à la définition d'une orientation alternative d'ouverture, matérialisée par le manifeste "la révolution, camarades" (1987), la création d'une structure souple dite COCORECO (collectif de coordination des renovateurs communistes) puis l'annonce de la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988.

Les pablistes de l'AMR avaient, tradition entriste oblige, quelques membres ayant adhéré au PCF. Mais ceux-ci ne vont jouer aucun rôle dans le dégagement de cette opération interne. Par contre, la FGA qui avait de surcroît accueilli quelques anciens communistes comme Philippe Zarifian, va très rapidement entamer dès 1986-1987 un dialogue avec les renovateurs communistes. La grande majorité des membres de la FGA (et l'ensemble de ses sous-sensibilités issues du pablisme) vont donc s'engager dans la campagne de Pierre Juquin et ce d'autant que les verts se sont raidis de manière identitaire en particulier en désignant Antoine Waechter comme leur candidat à l'élection présidentielle autour d'une thématique "ni droite, ni gauche". Le regroupement Arc en Ciel vivotera encore jusqu'en 1989 mais n'aura plus guère de substance.

Les membres de la FGA (parmi les quels Frédéric Brun, Maurice Najman et Philippe Zarifian et d'autres) vont donc jouer un rôle important de conseillers autour du candidat Juquin dont celui-ci témoigne par exemple dans son ouvrage auto biographique paru en 2006. Ce dernier va s'appuyer fréquemment sur leur capital politique pour contre balancer l'influence militante de la LCR (qui s'est ralliée à la candidature Juquin) et dépasser la seule influence de renovateurs finalement assez hétérogènes.

La campagne de Pierre Juquin sera un grand succès en termes militants mais se traduira par un score électoral des plus modestes (2,1% des exprimés). L'après élection verra donc très rapidement le retour à des tendances centrifuges: la LCR revenant à une activité sur ses propres bases, les renovateurs communistes plaidant pour le retour à une politique identitaire en direction de l'opposition restée interne au PCF. Quant au candidat lui même, accompagné de la FGA, de militants issus du PSU et de quelques anciens renovateurs communistes, il plaide rapidement pour une convergence rouge-verte, et la perspective d'un nouveau mouvement politique constitué sur cette orientation.

Les assises qui se tiennent en novembre 1988 traduisent cette nouvelle situation. La LCR n'y est présente que pour demander "un cadre souple" laissant en place les organisations existantes (à l'exclusion de quelques dizaines de personnes une nouvelle fois issues des tendances 3 qui rejoindront en tant que telles le nouveau mouvement comme Sylvia Zappi). Les renovateurs communistes se sont, dans leur majorité, éloignés. Il ne reste autour de Pierre Juquin que la FGA, quelques anciens communistes, un PSU à bout de souffle, et quelques collectifs épars. Cette convergence, réelle mais quantitativement limitée, donnera lieu à la création de la Nouvelle gauche, organisation se voulant transitoire en attendant un nouveau départ et la fusion définitive avec l'ensemble du PSU à l'horizon 1989.

Cette configuration ne résistera toutefois pas à la percée du courant écologiste. Déjà en effet, le candidat Waechter, malgré une campagne discrète, réussit 3,78% des voix et dépasse ainsi sans conteste le score juquiniste. De plus, la Nouvelle gauche se voit amenée, sans pouvoir y être présente, à soutenir la liste présentée par les Verts et conduite par le même Waechter pour les élections européennes de juin 1989. Cette liste obtient un résultat important (10,6%) et conforte dès lors ceux qui, au sein de la Nouvelle Gauche, considèrent que tout l'espace alternatif est désormais durablement occupé par le courant écologiste. Parmi ceux-ci, Pierre Juquin lui-même, mais aussi plusieurs membres influents de son entourage dont Jean Paul Deléage, et Frédéric Brun. Ce courant va annoncer son départ dès fin juin 1989 au profit d'une adhésion aux Verts qui mettra plusieurs mois, voire plusieurs années s'agissant de Pierre Juquin, à se matérialiser.

Le désaccord, on le voit, est manifeste quant aux perspectives, et traverse même les militants de tradition pabliste. Déjà lors de la conférence internationale de la TMRI tenue en 1988, l'affrontement a été vif entre ceux pour qui l'investissement essentiel doit être effectué en direction des courants écologistes et alternatifs (parmi lesquels Maurice Najman, Frédéric Brun, Yves Sintomer.. ainsi évidemment que les militants allemands de la TMRI) et ceux qui maintiennent la lecture traditionnelle de ce courant en direction des courants communistes et trotskistes (dont Michel Pablo lui-même ainsi que Gilbert Marquis).

L'éclatement est manifeste en 1989 entre la première sensibilité (qu'elle rejoigne les Verts comme Frédéric Brun ou pas comme Maurice Najman) et la seconde. Elle renforce dès lors, si besoin était, la marginalité de la TMRI.

Les militants qui refusent l'adhésion aux verts ou la satellisation par ceux-ci vont donc s'atteler à la constitution d'une organisation qui naîtra en décembre 1989 de la fusion des restes de la Nouvelle Gauche et du PSU; elle prendra le nom d'Alternative Rouge et Verte (AREV). Au sein de sa direction la presse mentionne le nombre conséquents de militants issus de la TMRI, qu'ils proviennent de l'AMR ou des CCA d'ailleurs. La continuité du courant historiquement incarné par la TMRI semble donc à l'orée des années 1990 matérialisée par l'Alternative Rouge et Verte. Sans doute est-ce là qu'on trouve effectivement le plus de références concordantes avec la "tradition pabliste" (autogestion, stratégie alternative et conception de l'organisation politique..). Une part significative des animateurs français de la « TMRI maintenue » sont d'ailleurs membres de la direction de l'AREV à l'instar de Gilbert Marquis, Patrick Le Tréhondat ou Danielle Riva. Mais la TMRI elle-même sous la houlette de Michel Pablo opère au début des années 1990 un rapprochement avec la LCR sur la base d'une lecture des plus défensives de la période. En bref, dans la mesure où les forces sociales émancipatrices sont partout sur la défensive ou d'ores et déjà défaites, dans la mesure où la TMRI ne dispose plus, à supposer qu'elle l'ait eu à un moment donné, ce minimum de superficie sociale lui permettant de peser sur les courants les plus avancés, il convient pour Michel Pablo et son dernier carré de fidèles, de se regrouper au sein du seul regroupement conséquent international de révolutionnaires, à savoir la IVème internationale. Les derniers pablistes annoncent donc leur départ de l'AREV et leur volonté d'adhérer à la LCR, pour ce qui concerne les militants français. Auparavant, le changement de dénomination en AMRI (Association en lieu et place de tendance) avait constitué une première étape de rétrécissement organisationnel. La TMRI sous cette nouvelle dénomination cesse donc d'exister en 1993.

Dans les faits, le nombre de militants adhérant réellement à la LCR sera des plus limités (entre dix et vingt personnes tout au plus). De surcroît, la fusion internationale ne se fera dans les fait pas dans la mesure où, par exemple, le groupe grec de la TMRI aura pris, sous la houlette de Pablo, de telles positions philo serbes sur la question du conflit yougoslave rendant la cohabitation impossible avec le petit groupe grec de la IVème Internationale.

Au moment du décès de Michel Pablo, en février 1996, il n'existe donc qu'un héritage disparate. Beaucoup de cadres ont rejoint les Verts, ou le Parti Socialiste et se sont éloignés plus ou moins manifestement de la lecture "pabliste" et de ses cadres de référence.

Les militants issus du pablisme et intervenant au sein de l'AREV sont essentiellement constitués par quelques anciens des CCA.

Les pablistes historiques affiliés à la TMRI au moment de sa disparition cessent donc (1993) la parution de leur revue "Sous le drapeau du socialisme". En son lieu et place, ils lancent dans la foulée une nouvelle publication "Utopie critique" qui se veut un lieu ouvert de débat sur la république autogérée. Ils retrouvent pour ce faire plusieurs anciens militants de cette tradition dans la LCR, dont François Morvan.

Ce nouveau compagnonnage va se traduire par une dérive "républicaine" qui verra progressivement s'éloigner des participants à la revue comme Patrick Silberstein, puis Gilbert Marquis et François Morvan quitter la LCR, se rapprocher de courants "nationaux communistes" ou républicains pour rejoindre la mouvance chevènementiste sur une lecture vaguement critique. Le point de rupture sans doute final verra François Morvan rejoindre les courants souverainistes de droite, alors que Gilbert Marquis et ses fidèles poursuivent l'aventure de la revue en collaboration avec d'anciens communistes comme Georges Labica.

Patrick SERAND

9 mars 2007

## NOTES

- (1) Il est parfois fait allusion pour dénommer le groupe français de la TMR-IV au GMR (Groupe Marxiste Révolutionnaire) par exemple par l'ouvrage de J. Roussel "Les Enfants du prophète" (Spartacus 1972).
- (2) Un texte interne publié dans un BI fait état de l'adhésion de 185 militants de l'AMR au PSU
- (3) Il s'agit bien sûr de la conception dite de l'entrisme sui generis combinant un investissement important dans les partis de masse et le maintien d'un petit secteur indépendant
- (4) Ce sont évidemment les candidatures d'Arlette Laguiller (Lutte Ouvrière) et Alain Krivine (FCR)
- (5) Un troisième courant dit courant C obtiendra environ 10% des voix sur la base d'une analyse des clivages de classe "compétents/exécutants".